

**MARCHES PUBLICS DES TECHNIQUES DE L'INFORMATION  
ET DE LA COMMUNICATION**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES  
(C.C.A.P.)**

**Personne publique :**

**CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE MONTPELLIER  
ETABLISSEMENT SUPPORT DU GHT DE L'EST HERAULT ET DU SUD AVEYRON  
CENTRE ADMINISTRATIF A. BENECH  
191, av. du Doyen Gaston Giraud  
34295 MONTPELLIER CEDEX 5**

**Cahier des Clauses Administratives Particulières**

**Etabli en application de l'Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative et du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique**

**N° Affaire : 25A0005**

**Objet de la consultation : Maintenance, entretien et extension des installations courants faibles pour les sites du CHU de Montpellier, établissement support du GHT Est-Hérault Sud-Aveyron**

**La procédure de consultation utilisée est la suivante :  
Appel d'offres ouvert européen en application des articles L. 2124-2, R. 2124-2, R2131-16 à 18 et R. 2161-2 à 5 du code de la commande publique**

# SOMMAIRE

<b>Article 1 - Objet et durée du marché public .....</b>	<b>4</b>
1.1 Objet .....	4
1.2 Décomposition du marché public .....	5
1.3 Forme et durée.....	5
1.4 Sous-traitance.....	5
1.5 Evolution technologique, technique, réglementaire ou législative (clause de réexamen) .....	6
1.5.1 Evolution technologique ou technique .....	6
1.5.2 Evolution réglementaire ou législative.....	6
<b>Article 2 - Documents contractuels.....</b>	<b>7</b>
<b>Article 3 - Modalités d'exécution .....</b>	<b>8</b>
3.1 Modalités de passation des commandes.....	8
3.2 Durée d'exécution des bons de commande.....	8
3.3 Ordres de service .....	8
3.4 Réexamen du marché public .....	9
3.4.1 Modification de références.....	9
3.4.2 Modification de conditionnement .....	9
3.4.3 Remplacement de produits suite à retrait du produit par le fabricant .....	9
3.4.4 Evolutions du périmètre du marché public.....	9
3.4.5 Besoins occasionnels.....	9
3.4.6 Cession de marché ou modification de la composition du groupement (clause de réexamen) .....	9
3.4.7 Réévaluation du montant maximum de l'accord-cadre à bons de commande.....	10
<b>Article 4 - Obligations en matière de développement durable .....</b>	<b>10</b>
<b>Article 5 - Maintenance- Maintien en condition de sécurité.....</b>	<b>10</b>
<b>Article 6 - Conditions de livraison .....</b>	<b>10</b>
6.1 Transport.....	10
6.2 Lieux de livraison / Exécution .....	11
6.3 Documents à fournir.....	11
<b>Article 7 – Prestation d'installation et mise en service.....</b>	<b>11</b>
<b>Article 8 - Opérations de vérifications- décisions après vérifications.....</b>	<b>11</b>
8.1 Vérifications quantitatives et décisions après vérifications.....	11
8.2 Vérifications qualitatives et décisions après vérifications .....	11
<b>Article 9 - Garantie.....</b>	<b>12</b>
9.1 Garantie des fournitures et des prestations .....	12
9.2 Garantie des droits .....	12
<b>Article 10 – Confidentialité – mesures de sécurité du SI .....</b>	<b>12</b>
10.1 – Obligation de confidentialité.....	12
10.2 Mesures de sécurité .....	13
10.3 Information sur les vulnérabilités et les incidents de sécurité détectés sur le système d'information du titulaire .....	13
<b>Article 11 – Connaissances antérieures, utilisation des résultats et Droits de propriété intellectuelle sur les logiciels ou solutions informatiques.....</b>	<b>13</b>
<b>Article 12- Audit de sécurité .....</b>	<b>13</b>
<b>Article 13 - Retenue de garantie .....</b>	<b>14</b>
<b>Article 14 - Modalités de détermination des prix.....</b>	<b>14</b>
14.1 Répartition des paiements .....	14
14.2 Contenu des prix .....	14
14.3 Prix de règlements.....	14
<b>Article 15 - Acomptes et paiements partiels définitifs .....</b>	<b>16</b>
<b>Article 16 - Paiement-établissement de la facture.....</b>	<b>17</b>
16.1 Mode de règlement.....	17

<b>16.2 Présentation des demandes de paiement.....</b>	<b>17</b>
<b>Le titulaire sera informé de ces modifications par le RPA par courrier.....</b>	<b>18</b>
<b>16.3 Intérêts moratoires .....</b>	<b>18</b>
<b>Article 17 clause de ristourne – remise sur chiffre d'affaires.....</b>	<b>19</b>
<b>Article 18 - Clauses techniques.....</b>	<b>19</b>
<b>Article 19 – Récupération des données .....</b>	<b>19</b>
<b>Article 20 - Dispositions applicables en cas de titulaire étranger.....</b>	<b>20</b>
<b>Article 21 - Pénalités .....</b>	<b>20</b>
<b>21.1 Pénalités de retard.....</b>	<b>20</b>
<b>21.2 Pénalités pour autres litiges d'exécution .....</b>	<b>21</b>
<b>21.3 Pénalités relatives à la sous-traitance .....</b>	<b>21</b>
21.3-1 Pénalités relatives à l'absence de déclaration d'un sous-traitant .....	21
21.3-2 Pénalités relatives à l'absence de communication du contrat de sous-traitance.....	21
<b>21.4- Pénalités applicables en cas de détachement de salariés étrangers .....</b>	<b>21</b>
21-4-1 Pénalités relatives la déclaration de détachement .....	21
21-4-2 Pénalités relatives au non-respect des obligations en matière de détachement de salariés étrangers.....	22
<b>21.5 Pénalités applicables en cas de non transmission de la liste nominative des salariés soumis à autorisation de travail .....</b>	<b>22</b>
<b>21.6. Pénalités pour non-respect des obligations en matière de développement durable .....</b>	<b>22</b>
<b>21.7. Pénalités pour non-respect du règlement intérieur du CHU de Montpellier.....</b>	<b>22</b>
<b>Article 22 - Résiliation et exécution par défaut.....</b>	<b>22</b>
<b>22.1 Résiliation .....</b>	<b>22</b>
<b>22.2 Exécution par défaut .....</b>	<b>23</b>
<b>Article 23 – Sauvegarde, redressement judiciaire et liquidation judiciaire .....</b>	<b>23</b>
<b>Article 24 - Imprévision et circonstances imprévisibles.....</b>	<b>23</b>
24.1 Obligation d'information .....	24
24.2 Modalités de poursuite du marché.....	24
24.3 La suspension du marché .....	24
24.4 Recevabilité d'une demande d'indemnisation en cas de poursuite du marché .....	25
24.5 Prolongation du marché .....	25
<b>Article 25 - Obligations du titulaire.....</b>	<b>25</b>
<b>Article 26 Le respect des principes de la République (laïcité et neutralité) .....</b>	<b>27</b>
26.1 Respect des principes par le titulaire.....	27
26.2 Respect des principes par les sous-traitants .....	27
26.3 Modalités de signalement des manquements aux principes d'égalité, de laïcité et de neutralité et mise en place de mesures palliatives.....	28
26.4 Suivi des mesures préventives.....	28
<b>Article 27- Litiges et différends .....</b>	<b>28</b>
<b>27. 1 Différends.....</b>	<b>28</b>
<b>27.2 Attribution de compétence .....</b>	<b>29</b>
<b>Article 28 – Dématérialisation de l'exécution des marchés.....</b>	<b>29</b>
<b>Article 29 - Dérogations aux documents généraux.....</b>	<b>29</b>

## ARTICLE 1 - OBJET ET DUREE DU MARCHE PUBLIC

### 1.1 Objet

Afin de leur permettre de mettre en place une stratégie de prise en charge publique commune et graduée du patient dans le but d'assurer une égalité d'accès à des soins sécurisés et de qualité, les établissements parties se constituent en un groupement Hospitalier de territoire.

En application de l'article L 6132-3-3° du code la santé publique (CSP), une convention constitutive a été signée le 30 juin 2016. Elle désigne le Centre Hospitalier universitaire de Montpellier comme établissement support du Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) « Est Hérault et Sud Aveyron ».

Ce GHT est composé des 10 établissements suivants :

- CHU de Montpellier,
- Hôpitaux du bassin de Thau,
- CH de Clermont l'Hérault,
- CH Paul Coste-Floret de Lamalou-les-bains,
- CH de Lodève,
- CH de Lunel,
- Ch de Millau,
- EHPAD les Terrasses des Causses de Millau
- CH Emile Borel de Saint Affrique,
- CH Maurice Fenaille de Séverac d'Aveyron

Ainsi, cette convention confie au CHU de Montpellier la fonction d'assurer pour le compte des autres membres la passation du marché ainsi que certaines missions liées à l'exécution (décision de reconduction, décision de révision des prix, conclusion de modifications de marché public, décision de résiliation).

Toutes les autres missions de la phase d'exécution des marchés relèvent de chaque établissement partie au GHT. L'exécution du marché couvre son régime financier (le recours, le cas échéant, à la sous-traitance, la gestion et l'émission des commandes passées au titre des marchés, la vérification du service fait, le règlement, le versement d'avances et d'acomptes, la liquidation et le mandatement des factures, ...).

De ce fait, dans cette consultation, le terme CHU de Montpellier désigne l'établissement support du Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) « Est Hérault et Sud Aveyron ».

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières concernent les prestations de Maintenance, entretien et extension des installations courants faibles.

Le marché porte sur les fournitures et prestations de service de l'établissement suivant :

- CHU de Montpellier

Ce périmètre est susceptible d'évoluer avec les adhésions des autres établissements membres du GHT ou d'établissements qui intégreraient le GHT postérieurement à la notification du marché.

L'Administration se réserve la possibilité de commander, à titre accessoire et, dans le cadre de l'accord-cadre à bons de commande, des produits de même nature, similaires ou associés dans la limite de 10%. Le candidat indiquera le pourcentage de remise éventuellement consenti sur son tarif public dans le cadre prévu à cet effet à l'annexe 1 de l'acte d'engagement.

Affaire n° 25A0005

L'absence de renseignement du pourcentage de remise sera considérée comme équivalent à une remise égale à 0.

## 1.2 Décomposition du marché public

Il n'est pas prévu une décomposition en tranches.

Il n'est pas prévu de décomposition en lots. Le marché public est à lot unique.

Il n'est pas prévu de décomposition en phases.

Il se décompose comme suit :

**Composante 1** : Prestation de maintenance et d'entretien (comprenant la main d'œuvre) des installations de courants faibles du CHU de Montpellier (FORFAIT)

**Composante 2** : Fourniture de matériel nécessaire à la maintenance et à l'entretien des installations courants faibles, objets de la composante 1 pour le CHU de Montpellier

**Composante 3** : Fourniture de matériel et prestations associées pour l'extension des réseaux du CHU de Montpellier (hors gros équipement)

Sont concernées les installations de sites et structures extérieures du CHU de Montpellier (Cf. Article 2.2 du CCTP et ANNEXE 3 au CCTP).

## 1.3 Forme et durée

La consultation aboutira à un accord cadre à bons de commande avec montant Maximum de 4 000 000 € conformément aux articles L.2125-1 1°, R.2162-1 et 2, 4 à 6 et 13 à 14 du code de la commande publique.

A titre indicatif, le montant prévisionnel du marché s'établit à 2 000 000 d'euros hors taxes.

L'accord cadre à bons de commande sera conclu pour une durée d'un an mois à compter de la date de sa notification. La date prévisionnelle de commencement des prestations est fixée au 01/07/2025.

### Clause de réexamen :

L'accord cadre à bons de commande sera renouvelé annuellement de manière tacite par l'acheteur dans la limite totale de 4 ans (période ferme comprise). En cas de non reconduction, le titulaire du marché ou de l'accord cadre à bons de commande sera informé 2 mois avant la date prévue pour la reconduction.

## 1.4 Sous-traitance

Le titulaire d'un marché public de services ou de fournitures nécessitant des travaux de pose ou d'installation ou comportant des prestations de service de services est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché public, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations égales ou supérieures à 600 € TTC.

Le sous-traitant devra obligatoirement être accepté et ses conditions de paiement agréées par la personne publique.

L'acceptation de la demande d'agrément d'un sous-traitant et des conditions de paiement correspondantes est possible en cours de marché public. Pour ce faire, le titulaire doit fournir, dûment complété, le formulaire "Déclaration de sous-traitance" (ou formulaire DC4 en vigueur). Il renseignera notamment le cadre I relatif aux capacités du sous-traitant et joindra en annexe les capacités économiques et financières et/ou les capacités professionnelles et techniques du sous-traitant.

- En outre, le titulaire du marché doit transmettre les attestations qui justifient que le sous-traitant ne relève pas d'un motif d'exclusion de la procédure de passation du marché.

**Par dérogation à l'article 3.6.2 du CCAG TIC, l'acheteur notifiera l'acte spécial au seul titulaire du marché.**

## **1.5 Evolution technologique, technique, réglementaire ou législative (clause de réexamen)**

### 1.5.1 Evolution technologique ou technique

En cas d'évolution technologique, d'évolution des techniques médicales, de soins ou d'analyses en cours d'exécution du marché public, le titulaire aura la possibilité, après accord du Centre Hospitalier Universitaire de Montpellier de modifier ou remplacer les fournitures ou services objets du marché public par des fournitures ou services plus performants ou adaptés aux besoins, sans supplément de prix.

En cas d'évolution technologique majeure, d'évolution des techniques médicales, de soins ou d'analyses, l'administration se réserve le droit de résilier le marché public sans indemnité, après un préavis de trois mois, par dérogation à l'article 50 du CCAG-TIC.

### 1.5.2 Evolution réglementaire ou législative

Le marché public est élaboré sur la base de la réglementation en vigueur au jour du lancement de la procédure de passation. Si à la suite d'une modification de la réglementation en vigueur, d'une décision administrative ou des autorités publiques, ou jurisprudentielle, la modification des prestations du titulaire, affectant même de façon mineure l'exécution du marché public, que ce soit sur un plan technique et/ou financier et/ou sur la protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail, s'avérerait nécessaire, celui-ci s'engage à l'accepter dans le cadre et sous les contraintes et obligations du marché public.

Conformément à l'article 6 du CCAG TIC, en cas d'évolution de la réglementation sur la protection de la main-d'œuvre et les conditions de travail en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par le maître d'ouvrage, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par le maître d'ouvrage.

Conformément à l'article 7 du CCAG TIC, en cas d'évolution de la réglementation en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes et de préservation du voisinage en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles, demandées par le maître d'ouvrage afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par le maître d'ouvrage.

L'acheteur pourra modifier le marché public afin de prendre en compte l'évolution de la réglementation, en application des articles L.2194-1 1°, R.2194-1 du code de la commande publique. En cas de refus de la part du titulaire, le marché public sera résilié sans indemnisation.

Ce changement fera l'objet de modifications de marchés publics.

## ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché public est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante, par dérogation à l'article 4 du CCAG :

### → L'Acte d'Engagement et ses 4 annexes :

- ✓ **Annexe 1** - Bordereau de prix
- ✓ **Annexe 2** – Décision du pouvoir adjudicateur
- ✓ **Annexe 3** – Ristourne
- ✓ **Annexe 4** – Détail Quantitatif Estimatif

### → Le Cahier des Clauses Administratives Particulières dont seul l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait foi et ses 4 annexes :

- ✓ **Annexe 1** – Cadre de réponse- Développement Durable
- ✓ **Annexe 2** - Détachement salariés étrangers
- ✓ **Annexe 3** – Développement durable
- ✓ **Annexe 4** - Pénalités

### → Le Cahier des Clauses Techniques Particulières et ses annexes :

- ✓ **Annexe 1** - « Parc des réseaux du CHU de Montpellier »
- ✓ **Annexe 2A** « Principe et normalisation de la maintenance à effectuer par réseau ou équipement »
- ✓ **Annexe 2B** « Détail de la maintenance à effectuer par réseau ou équipement et extensions pour le CHU de Montpellier »
- ✓ **Annexe 3** - « Liste des structures extériorisées du CHU de Montpellier »
- ✓ **Annexe 4** « ANNEXE 4 AU CCTP - CADRE DE REPONSES »

### → Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication (arrêté du 30 mars 2021)

### → Le règlement intérieur du CHU de Montpellier (non joint mais consultable à l'adresse suivante : <https://www.chu-montpellier.fr/fr/a-propos-du-chu/politique-detablissement/reglement-interieur>)

### → Les actes spéciaux de sous-traitance et les actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché public

### → L'offre technique du titulaire composée d'un cadre de réponse décrivant :

- ✓ Les moyens techniques et humains prévus pour les opérations de maintenance
- ✓ Les modalités d'organisation pour garantir les délais d'intervention et de rétablissement

### → Le tarif du fournisseur, son catalogue et les catalogues fournisseurs connexes (conformément à la composante 3 du BPU) ;

### → L'attestation sur l'honneur « sanctions russes » complétée et signée

### - le plan de prévention des entreprises extérieures en cas :



- d'intervention sur site de plus de 400 heures, sur une période inférieure ou égale à 12 mois, que les travaux soient continus ou discontinus, pour l'ensemble des intervenants de l'entreprise titulaire ou de ses sous-traitants.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG TIC, seul l'acte d'engagement et ses annexes dont l'objet d'une notification au titulaire.

**NOTA : Tout document interne à la société non listé dans la liste des pièces contractuelles (tel que les conditions générales de ventes par exemple) est réputé nul en ce qu'il contrevient aux dispositions ci-dessus. Tout ajout d'éléments contraires aux dispositions de ces dernières au sein d'un de ces documents est interdit et pourra entraîner le rejet de l'offre pour irrégularité**

### ARTICLE 3 - MODALITES D'EXECUTION

Le marché aboutira à un accord cadre à bons de commande

#### 3.1 Modalités de passation des commandes

Les commandes sont faites au fur et à mesure de la survenance des besoins par le moyen de bons de commande qui comporteront :

- La référence à l'accord-cadre à bons de commande ;
- La désignation de la fourniture ;
- La quantité commandée ;
- Le prix d'engagement correspondant au prix de l'accord-cadre à bons de commande ;
- Le lieu et la date (ou délai) de livraison ;
- L'adresse de facturation.

La personne habilitée à rédiger et signer les bons de commande est l'acheteur de l'établissement support.

Il est rappelé que le formalisme et le circuit des bons de commande sont fixés par le pouvoir adjudicateur. Leur respect est indispensable au paiement de la facture.

Il est précisé que, pour des raisons de cyber sécurité notamment, aucune commande ne pourra être engagée ni payée sur le site internet du fournisseur et que toute dérogation à ce point empêchera le paiement des factures.

Le fournisseur ne pourra pas imposer un circuit ou un formalisme particulier et ne pourra pas refuser de livrer pour ces motifs sous peine de l'application des pénalités prévues à l'article 20.3 du présent CCAP.

#### 3.2 Durée d'exécution des bons de commande

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre à bons de commande et pourront s'exécuter au plus tard dans un délai de 4 mois après le dernier jour de validité de l'accord-cadre à bons de commande.

#### 3.3 Ordres de service

Par dérogation à l'article 2 du CCAG, les décisions relatives aux modalités d'exécution du marché public ne sont pas prises sous la forme d'ordre de service.



### 3.4 Réexamen du marché public

#### 3.4.1 Modification de références

En cas de modifications de références d'un produit en cours de marché public, le titulaire en informera par écrit l'acheteur qui prendra en compte cette modification sans supplément de prix, sous la forme d'un certificat administratif.

#### 3.4.2 Modification de conditionnement

En cas de modifications de conditionnement d'un produit en cours de marché public, le titulaire en informera par écrit l'acheteur qui prendra en compte cette modification sans supplément de prix, sous la forme d'un certificat administratif.

#### 3.4.3 Remplacement de produits suite à retrait du produit par le fabricant

En cas d'arrêt de fabrication du produit par le titulaire du marché, ce dernier sera remplacé par un produit équivalent sans supplément de prix, sous la forme d'un certificat administratif.

#### 3.4.4 Evolutions du périmètre du marché public

Le périmètre fixé aux annexes du CCTP est susceptible d'évoluer à la baisse ou à la hausse en cours de marché public.

Cette évolution fera l'objet d'une modification de marchés publics.

#### 3.4.5 Besoins occasionnels

Pour les besoins occasionnels de faible montant, l'acheteur peut s'adresser à un prestataire autre que le titulaire du marché, pour autant que le montant cumulé de tels achats ne dépasse pas 1 % du montant total estimé du marché, ni le montant de 10 000 euros HT.

#### 3.4.6 Cession de marché ou modification de la composition du groupement (clause de réexamen)

En dehors des cas de cession de marché public, à la suite d'une opération de restructuration du titulaire (Articles L. 2194-1 et R. 2194-6 2° du code de la commande publique), le changement du titulaire en cours de marché public est autorisé pour d'autres cas de cession tels la défaillance (redressement ou liquidation judiciaire) ou le décès du titulaire.

De même, en cas de groupement, en dehors des cas de restructuration de société, la composition du groupement pourra être modifiée dans les cas suivants :

Cas de défaillance (redressement ou liquidation judiciaire) d'un cotraitant,

Cas de décès d'un cotraitant,

Cas d'impossibilité pour un cotraitant d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait,

Cas de départ d'un cotraitant suite à un empêchement personnel qui ne lui permet pas de continuer à exécuter le marché.

Le départ d'un des membres du groupement pourra être autorisé par l'Acheteur dans les conditions suivantes :

-Le cotraitant devra prévenir l'acheteur de sa volonté de quitter le groupement par lettre motivée avec accusé de réception ;

-L'ensemble des membres du groupement doit autoriser le départ par écrit

-Le mandataire du groupement doit être en capacité de se substituer à ce cotraitant, ou, en l'absence de cette capacité de sous-traiter la part du cotraitant à une entreprise disposant des mêmes capacités. -

L'acheteur se prononce dans les 21 jours sur cette demande après examen de la capacité de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des sous-traitants ou entreprises liées présentés à son acceptation. Le nouveau groupement doit remplir les conditions qui avaient été fixées par l'acheteur pour la participation à la procédure de passation du marché initial.

Ces changements feront l'objet de modifications de marchés publics. Dans tous les cas, le Titulaire respectera ses engagements contractuels.

En cas de refus de la part de l'acheteur le marché sera résilié de plein droit sans indemnités.

En application de l'article 3.5 du CCAG TIC, en cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant. A défaut, et à l'issue d'un délai de huit jours à compter de la notification de la mise en demeure par l'acheteur d'y procéder, le cocontractant exécutant la part financière la plus importante restant à réaliser à la date de cette modification devient le nouveau mandataire du groupement.

#### 3.4.7 Réévaluation du montant maximum de l'accord-cadre à bons de commande

Le montant maximum du marché est fixé à l'article 1.3 du présent document. Ce montant a été fixé sur la base de consommations prévisionnelles pour la durée du marché. Néanmoins, si, la consommation réelle est supérieure à ce qui a été anticipé, l'acheteur pourra réévaluer ce montant. Ainsi, si avant la fin de la 3ème année de marché, les consommations réelles venaient à atteindre 85% du montant maximum, l'acheteur pourra l'augmenter, dans la limite de 20 % par rapport au montant maximum initial.

La réévaluation du montant maximum du marché fera l'objet d'une décision unilatérale de l'acheteur qui en informera le titulaire par courrier.

### **ARTICLE 4 - OBLIGATIONS EN MATIERE DE DEVELOPPEMENT DURABLE**

Se reporter à l'annexe « Développement durable ».

### **ARTICLE 5 - MAINTENANCE- MAINTIEN EN CONDITION DE SECURITE**

Les dispositions de l'article 40.1 du CCAG TIC s'appliquent.

Le titulaire s'engage à assurer les prestations telles que définies au CCTP. Celles-ci démarreront à compter de la fin de la période de garantie le cas échéant.

Le Titulaire s'engage à un rôle de conseil vis à vis de l'administration.

### **ARTICLE 6 - CONDITIONS DE LIVRAISON**

#### **6.1 Transport**

- Frais de transport

Les fournitures sont livrées à destination franco de port.

- Risques inhérents au transport

Affaire n° 25A0005

Page 10/29

CCAP TIC

SJ 06/11//2024

En application de l'article 20.3 du CCAG, le transport s'effectue sous la responsabilité du titulaire, jusqu'au lieu de livraison. Le conditionnement, le chargement, l'arrimage et le déchargement sont effectués sous sa responsabilité.

- Retour de marchandises non conformes :

En cas d'admission de marchandises non conformes à la commande, les frais de retour seront à la charge du fournisseur.

## 6.2 Lieux de livraison / Exécution

La fourniture doit être livrée aux points de livraison, aux jours et heures indiqués sur chaque bon de commande.

Le titulaire est réputé connaître les règles de fonctionnement de l'établissement et accepte toutes contraintes de nature à affecter toutes les opérations de livraison.

Toute livraison égarée du fait du non-respect du lieu de livraison sera à la charge du titulaire du marché public et ne pourra pas être facturée à la personne publique.

## 6.3 Documents à fournir

Documentation technique : Le titulaire s'engage à fournir à la livraison toute la documentation rédigée en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, nécessaire à une utilisation et un fonctionnement corrects du matériel livré et à son entretien courant. Il s'engage à fournir les éventuels rectificatifs sans supplément de prix.

## ARTICLE 7 – PRESTATION D'INSTALLATION ET MISE EN SERVICE

Le titulaire s'engage à installer et mettre en service le matériel.

La prestation s'effectuera selon les conditions précisées au CCTP.

## ARTICLE 8 - OPERATIONS DE VERIFICATIONS- DECISIONS APRES VERIFICATIONS

### 8.1 Vérifications quantitatives et décisions après vérifications

Le fournisseur ou son représentant est tenu d'être présent au moment de la livraison ou de se faire représenter par un mandataire. L'absence du fournisseur ou de son représentant ne pourra retarder l'emploi des fournitures, dans ce cas les quantités ou qualités constatées par l'acheteur feront foi en toutes circonstances.

Elles consistent à vérifier la conformité entre la quantité définie au marché ou sur le bon de commande de l'accord cadre à bons de commande et celle portée sur le bon de livraison ainsi que celle effectivement livrée.

Si la quantité livrée n'est pas conforme au marché ou à la commande de l'accord cadre à bons de commande, l'acheteur peut mettre le titulaire en demeure de reprendre l'excédent fourni ou de compléter la livraison ou d'achever la prestation dans les délais qu'il prescrira.

En cas de non-conformité entre la quantité livrée et le bordereau de livraison, le dit bordereau et son duplicata seront rectifiés, sous la signature des deux parties ou de leur représentant.

### 8.2 Vérifications qualitatives et décisions après vérifications

Elles sont effectuées dans les locaux de l'établissement par les agents désignés à cet effet. Elles

consistent à vérifier la conformité des fournitures livrées avec les spécifications du marché ou de la commande de l'accord-cadre à bons de commande.

Les opérations de vérifications qualitatives ont également pour objet de contrôler les conformités à la politique de sécurité. L'acheteur apprécie l'enjeu de la non-conformité à la politique de sécurité eu égard à la sensibilité des données manipulées, leurs volumes et les conséquences prévisibles si la non-conformité persiste. En fonction de cette analyse, ces non conformités peuvent avoir pour conséquence l'ajournement, le rejet ou l'admission des prestations avec réfaction.

Si les fournitures ne sont pas conformes, elles sont refusées et doivent être remplacées immédiatement par le titulaire sur demande écrite de l'acheteur qui toutefois peut accepter les fournitures avec réfaction de prix.

Les opérations de vérifications comprennent 2 étapes :

- La vérification d'aptitude intervenant après la mise en ordre de marche
- La vérification de service régulier

## ARTICLE 9 - GARANTIE

### 9.1 Garantie des fournitures et des prestations

Les pièces remplacées lors de l'intervention du titulaire, feront l'objet d'une garantie minimale de 1 an.

Elles seront mentionnées sur le rapport d'intervention dans l'outil GMAO avec la date d'effet de la garantie.

La garantie de la prestation objet de la composante 3 est précisée dans le cadre de réponse annexe 4 au CCTP.

### 9.2 Garantie des droits

Le titulaire du marché garantit à l'acheteur, la jouissance pleine et entière, libre de toute servitude, des droits cédés ou licenciés aux termes du marché sur les résultats et les connaissances antérieures standards ou non dans les conditions de l'article 46.4.2 du CCAG TIC.

## ARTICLE 10 – CONFIDENTIALITE – MESURES DE SECURITE DU SI

### 10.1 – Obligation de confidentialité

En application de l'article 5.1.1 du CCAG TIC le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Une information confidentielle désigne toute information de quelque nature (y inclus la méthodologie, la documentation, les informations ou le savoir-faire), sous quelque forme que ce soit (y inclus sous forme orale, écrite, magnétique ou électronique), sur tout support dont l'acheteur est propriétaire ou titulaire, et qui est communiquée au titulaire, ou obtenue de toute autre façon par ce dernier dans le cadre de ses relations avec l'acheteur. Le titulaire et son personnel, et le cas échéant

ses sous-traitants, ne peuvent l'utiliser que pour l'accomplissement des prestations prévues au marché.

En application de l'article 5.1.3 du CCAG TIC le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

En application de l'article 5.1.4 du CCAG TIC Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments

- qui était dans le domaine public au moment de sa divulgation ou que l'acheteur aurait lui-même rendue publique pendant l'exécution du marché ;
- signalée comme présentant un caractère non confidentiel et relative aux prestations du marché ;
- qui a été communiquée au titulaire du marché par un tiers ayant légalement le droit de diffuser cette information, comme le prouvent des documents existant antérieurement à sa divulgation par l'acheteur.

## 10.2 Mesures de sécurité

En application de l'article 5.3.2 du CACG TIC, le titulaire sensibilise son personnel, intervenant dans le cadre des prestations, à la sécurité de l'information, des systèmes d'information et à l'ensemble des mesures de sécurité définies par l'acheteur ou s'imposant à ce dernier.

Le titulaire veille notamment à ce que son personnel intervenant dans le cadre des prestations respecte les stipulations du présent marché concernant la sécurité.

## 10.3 Information sur les vulnérabilités et les incidents de sécurité détectés sur le système d'information du titulaire

En application de l'article 5.4 du CCAG TIC, pour les prestations, produits et services fournis dans le cadre du marché, le titulaire met à disposition un dispositif d'information dédié à la sécurité informatique (notamment flux RSS/ATOM, liste de diffusion par courriel ou autre).

Ce dispositif vise à tenir l'acheteur informé des événements et changements impactant la sécurité, notamment liés à la connaissance d'une vulnérabilité impactant le système (annonce de correctif, attaque en cours, violation de données à caractère personnel si le traitement de données est sous-traité au titulaire), et des mesures correctives ou conservatoires à appliquer.

### ARTICLE 11 – CONNAISSANCES ANTERIEURES, UTILISATION DES RESULTATS ET DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE SUR LES LOGICIELS OU SOLUTIONS INFORMATIQUES

Il est fait application des articles 43 à 46 du CCAG TIC.

### ARTICLE 12- AUDIT DE SECURITE

En application de l'article 24 du CCAG TIC, l'acheteur peut effectuer ou faire effectuer un audit de sécurité auprès du titulaire ou le cas échéant de ses sous-traitants afin de s'assurer de la prise en compte effective du niveau de sécurité requis par l'acheteur.

Le titulaire est informé 15 jours à l'avance (date de l'audit, modalités financières pour l'acheteur et le titulaire, etc.).

L'acheteur, ou l'organisme mandaté à cette fin, peut, pendant une période de six mois à compter de la fin ou de la résiliation du marché, exercer un contrôle dans les locaux du titulaire et, le cas échéant, dans ceux de ses sous-traitants afin de vérifier que les dispositions en matière de

destruction des données ont été effectivement appliquées.

## ARTICLE 13 - RETENUE DE GARANTIE

Il n'est pas prévu de retenue de garantie.

## ARTICLE 14 - MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX

### 14.1 Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique éventuellement ce qui doit être réglé respectivement au fournisseur et à ses cotraitants éventuels.

En cas de sous-traitance le montant des sommes à payer au sous-traitant est indiqué dans le formulaire de déclaration de sous- traitance.

### 14.2 Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents aux mesures de protection sanitaire, au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage, au transport jusqu'au lieu de livraison ou d'installation et à la gestion des déchets.

Si des créations, majorations, diminutions, suspensions de droits et taxes frappant obligatoirement la prestation intervenaient postérieurement à la date limite fixée pour le dépôt des offres, le prix TTC serait modifié en conséquence, le prix hors taxe restant en tout état de cause inchangé.

Le marché public est traité à prix mixte.

### 14.3 Prix de règlements

**Composante 1 (forfaitaire)** : Prestation de maintenance et d'entretien (comprenant la main d'œuvre) des installations de courants faibles du CHU de Montpellier. Le prix forfaitaire comprend :

- les frais correspondants à l'obligation faite au titulaire de maintenir les moyens d'intervention en personnel et en matériel en vue d'assurer l'ensemble des interventions de maintenance,
- les interventions effectuées au titre de la maintenance améliorative, de la maintenance préventive, corrective, de l'astreinte (ainsi que le suivi et la mise à jour des ordres de travail via le logiciel GMAO pour le CHU de Montpellier).
- les frais de déplacement sont réputés inclus au forfait.

**Le paiement du forfait de maintenance interviendra mensuellement terme à échoir.** Pour la première et dernière année le montant sera calculé au prorata temporis de l'année civile en cours. Pour les années suivantes, le montant sera basé sur l'année civile

Les prix des prestations sont révisables, à chaque date anniversaire de la notification du marché public, par application de la formule paramétrique suivante :

$$P = P_0 (0,10 + (0,90 \times \frac{ICHT-IME}{ICHT-IME_0}))$$

dans laquelle :

P = prix unitaire révisé hors TVA

Po = prix initial établi sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre  
 ICHT-IME = indice du coût de la main d'œuvre des Industries Mécaniques et Electriques, publié par l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques connu à date de demande de révision.

ICHT-IMEo = indice du coût de la main d'œuvre des Industries Mécaniques et Electriques, publié par l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques du mois de remise des offres.

L'indice est publié sur le site suivant : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001565183>

**Composante 2 (Prix Unitaire) :** Fourniture de matériel nécessaire à la maintenance et à l'entretien des installations courants faibles, objets de la composante 1 pour le CHU de Montpellier.

Le paiement interviendra mensuellement à terme échu après validation par les responsables du CHU de l'état des consommations.

Les prix des prestations sont révisables, à chaque date anniversaire de la notification du marché public par application de la formule paramétrique suivante :

$$P = P_0 \times \frac{FSD_1}{FSD_{10}}$$

dans laquelle :

P = prix unitaire révisé hors TVA

Po = prix initial établi sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres

FSD<sub>10</sub> = indice Fournitures et Services Divers, publié par l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques du mois de remise des offres

FSD<sub>1</sub> = dernier indice Fournitures et Services Divers, publié par l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques connu au moment de la révision.

L'indice est publié sur le site suivant : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001711011>

**Composante 3 (prix unitaire) :** Fourniture de matériel et prestations associées pour l'extension des réseaux du CHU de Montpellier (hors gros équipement). Le paiement interviendra mensuellement à terme échu.

Les prix des prestations sont révisables, à chaque date anniversaire de la notification du marché public par application de la formule paramétrique suivante :

$$P = P_0 (0,10 + (0,90 \times \frac{ICHT-IME}{ICHT-IME_o}))$$

dans laquelle :

P = prix unitaire révisé hors TVA

Po = prix initial établi sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre

ICHT-IME = indice du coût de la main d'œuvre des Industries Mécaniques et Electriques, publié par l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques connu à date de demande de révision.

ICHT-IMEo = indice du coût de la main d'œuvre des Industries Mécaniques et Electriques, publié par l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques du mois de remise des offres.

L'indice est publié sur le site suivant : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001565183>

**Clause de préavis commun à l'ensemble des composantes (1,2 et 3)**





Pour les années suivantes, le montant sera basé sur l'année civile

Composantes 2 et 3 : Prix unitaires

Les composantes 2 et 3 seront payées mensuellement à terme échu, après établissement d'un bon de commande ou conformément au devis établi par le titulaire du marché et selon les modalités de l'article 6 du présent CCAP.

## ARTICLE 16 - PAIEMENT-ETABLISSEMENT DE LA FACTURE

### 16.1 Mode de règlement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 50 jours selon les dispositions de l'article R2192-11 du code de la commande publique

### 16.2 Présentation des demandes de paiement

**Le paiement est effectué en application des règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues à l'article 11 du CCAG-TIC et selon les modalités définies ci-dessous.**

#### 1/ Facture électronique



Conformément à l'article R.2192-3 du Code de la Commande Publique l'utilisation du portail public de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission. Lorsqu'une facture lui est transmise en dehors de ce portail, la personne publique destinataire ne peut la rejeter qu'après avoir informé l'émetteur par tout moyen de l'obligation mentionnée à l'article L. 2192-1 et l'avoir invité à s'y conformer en utilisant ce portail.



Le dépôt de la facture électronique est obligatoire pour tous les fournisseurs de la sphère publique via la plateforme Chorus Pro.

#### 2/ Dépôt de la facture électronique :



La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro » (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>).

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation selon des modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

La facture électronique doit comporter obligatoirement les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur (par un numéro d'identité) et du destinataire de la facture ;
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de

commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;

- La désignation du payeur avec l'indication du code d'identification du service en charge du paiement (NTIC) ;
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée (TVA), ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Lors du dépôt de la facture sur le portail CHORUS PRO, un code service pourra éventuellement être exigé par le CHU.

Lorsqu'une facture lui est transmise en dehors de ce portail, la personne publique destinataire ne peut la rejeter qu'après avoir informé l'émetteur par tout moyen de l'obligation mentionnée à l'article L. 2192-1 et l'avoir invité à s'y conformer en utilisant ce portail, en application de l'article R.2192-3 du Code de la Commande Publique.

#### **Ce courrier d'information vaudra suspension du délai de paiement.**

Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au jour de la livraison des fournitures / au jour de l'exécution du service.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne ou dans un pays hors Union Européenne sans avoir d'établissement en France, celui-ci facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

#### Clause de réexamen

Il est précisé que les présentations des demandes de paiement peuvent être modifiées en cours d'exécution de marché public en ce qui concerne :

- les mentions obligatoires

#### **Le titulaire sera informé de ces modifications par le RPA par courrier**

#### **16.3 Intérêts moratoires**

Le défaut de paiement dans les délais prévus par le code de la commande publique fait courir de plein droit, et sans autre formalité en application des dispositions de l'article L2192.13 du code la commande publique

- des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement à compter du jour suivant le dépassement du délai
- Il donne également lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire.

Conformément à l'article R.2192-31 du code de la commande publique :

le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale

Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Conformément à l'article D2192-35 du code de la commande publique, le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement s'élève à 40 euros.

Les intérêts moratoires (calculés sur le montant du principal toutes taxes comprises) et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement ne sont pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée.

## ARTICLE 17 CLAUSE DE RISTOURNE – REMISE SUR CHIFFRE D'AFFAIRES

Le titulaire proposera une ristourne sur chiffre d'affaire réalisé (Cf. Annexe de l'Acte d'Engagement), évaluée en année pleine.

Cette clause ne concerne que le CHU de Montpellier et s'applique aux tranches de CA réalisé par le titulaire avec le CHUM.

L'application de la ristourne s'effectuera au 31 décembre de chaque année et au terme de l'accord-cadre à bons de commande. Le chiffre d'affaire pris en compte sera celui de la période considérée pour un même accord-cadre à bons de commande. Il permettra d'arrêter la ristourne conformément aux stipulations de l'annexe jointe à l'acte d'engagement du présent accord-cadre à bons de commande.

A la fin de chaque période, le titulaire émettra, au profit de l'acheteur, un relevé annuel de chiffres d'affaire réalisé par l'opérateur et le CHUM.

L'acheteur fera établir un avoir du montant total de la ristourne pour la période considérée. Cet avoir fera l'objet d'un titre de recette émis par le trésorier du CHU de Montpellier ou par celui de l'établissement concerné. Le titre exécutoire correspondant (émis par le trésorier du CHU de

Montpellier ou par celui de l'établissement concerné) sera envoyé à l'attention de l'opérateur qui devra le régler dans un délai de 30 jours.

## ARTICLE 18 - CLAUSES TECHNIQUES

Les dispositions techniques figurent au CCTP.

## ARTICLE 19 – RECUPERATION DES DONNEES

### 19.1 Suivi du marché au niveau du GHT

Le titulaire s'engage à mettre en place un suivi du marché au niveau du GHT et à le transmettre au CHU de Montpellier Etablissement Support du GHT de L'EST Hérault et du Sud Aveyron. Cet état de reporting est à fournir chaque année, à la fin du mois de janvier.

Il est à fournir à :

Kévin Duhayer

[kevin-duhayer@chu-montpellier.fr](mailto:kevin-duhayer@chu-montpellier.fr)

Il indiquera :

- Numéro de marché e
- les quantités commandées et livrées
- leur valorisation (Montant facturé en euros HT et TTC par établissements)
- Date de début et date de fin de période de reporting pour caractériser la période concernée par la ligne de donnée.
- Le code article et son libellé

Conformément aux dispositions de l'article 28 du CCAG TIC, le titulaire fournit à l'acheteur sous format électronique, dans un standard ouvert librement réutilisable et exploitable par un système de traitement automatisé, et dans le respect du secret des affaires et des droits de propriété intellectuelle détenus par des tiers, les données et les bases de données collectées ou produites à l'occasion de la gestion du service public faisant l'objet du contrat et qui sont indispensables à son exécution.

#### ARTICLE 20 - DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents.

La monnaie de comptes du marché public est l'euro(s). Le prix libellé en euro(s) restera inchangé en cas de variation de change.

Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

#### ARTICLE 21 - PENALITES

##### 21.1 Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution est dépassé par rapport à la date d'exécution qui figure dans le bon de commande ou par rapport au planning, l'acheteur informe le titulaire du montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, du ou des retards concernés et invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de 15 jours. A défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si l'acheteur considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer que le retard ne lui est pas imputable, les pénalités suivantes s'appliquent par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG :

Les pénalités et leurs modalités de calcul sont décrites en annexe 4 du CCAP

En application des dispositions de l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10 % du montant total hors taxes du marché ou du bon de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités.

## **21.2 Pénalités pour autres litiges d'exécution**

En cas de litiges d'ordre administratif récurrents lors de l'exécution du marché telle que la non-conformité des factures (sauf stipulation spécifique concernant l'envoi des factures dématérialisées) ou des bons de livraison, des changements de référence sans accord préalable du CHU..., l'impossibilité de l'envoi des commandes par le système d'information du CHU, une pénalité forfaitaire de 20 euros par document non conforme pourra être appliquée.

## **21.3 Pénalités relatives à la sous-traitance**

### 21.3-1 Pénalités relatives à l'absence de déclaration d'un sous-traitant

Toute sous-traitance occulte sera sanctionnée par l'application d'une pénalité de 1500 euros sur simple constat de l'acheteur de l'établissement support.

Une mise en demeure de régularisation de la situation du sous-traitant sous la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception sera adressée à l'entreprise titulaire par l'acheteur de l'établissement support. Celle-ci encourt en sus une pénalité de 1500 euros par jour calendaire de non régularisation, à compter de la date de la mise en demeure.

L'acheteur de l'établissement support interdira l'accès à l'établissement au sous-traitant non déclaré dans l'attente de la régularisation.

La résiliation du marché public aux torts du titulaire du marché public sera prononcée en cas d'absence de régularisation dans le délai fixé par l'acheteur de l'établissement support.

### 21.3-2 Pénalités relatives à l'absence de communication du contrat de sous-traitance

Le défaut de communication, dans les 15 jours à compter de la demande de l'acheteur du contrat de sous-traitance et de ses modifications éventuelles à l'acheteur, expose l'entrepreneur à une pénalité journalière de 1500€.

Passé le délai d'un mois, le titulaire s'expose à l'application des mesures prévues à l'article 42 du CCAG TIC.

## **21.4- Pénalités applicables en cas de détachement de salariés étrangers**

### 21-4-1 Pénalités relatives la déclaration de détachement

L'absence de déclaration de détachement de salariés étrangers sera sanctionnée par l'application d'une pénalité de 1500 euros sur simple constat du représentant de l'acheteur .

Le défaut de communication, dans les 15 jours à compter de la demande du maître d'ouvrage , de l'accusé de réception de la déclaration de détachement, expose l'entrepreneur à une pénalité journalière de 1500€.





indemnité sur justification des dépenses engagées directement imputables à l'exécution des prestations non réalisées ou annulée du fait de cet événement. L'indemnité ne couvrira pas le manque à gagner.

Conformément aux dispositions de l'article 52.5 du CCAG TIC, la notification du décompte par l'acheteur au titulaire sera faite au plus tard deux mois après la date d'effet de la résiliation du marché.

Cependant, lorsque le marché est résilié aux frais et risques du titulaire, par dérogation à l'article 52.5 du CCAG TIC, le décompte de résiliation ne sera notifié au titulaire qu'après règlement définitif du nouveau marché passé pour l'achèvement des prestations objet du présent marché. Dans ce cas, il peut être procédé à une liquidation provisoire du marché, dans le respect de la réglementation en vigueur.

Le défaut de notification du décompte de résiliation dans ce délai constitue un différend au sens de l'article 55.1 du CCAG TIC.

## 22.2 Exécution par défaut

L'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché public, aux frais et risques du titulaire, soit lorsque le titulaire n'a pas déféré à une mise en demeure de se conformer aux stipulations du marché ou aux ordres de service, ou en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché public prononcée pour faute du titulaire, conformément à l'article 54 du CCAG-TIC.

## ARTICLE 23 – SAUVEGARDE, REDRESSEMENT JUDICIAIRE ET LIQUIDATION JUDICIAIRE

Le jugement instituant la sauvegarde, le redressement judiciaire ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au CHU. Il en va de même de tout jugement ou de toute décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché public.

En cas de sauvegarde ou de redressement judiciaire, l'Acheteur adresse à l'administrateur judiciaire une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché public, dans les conditions de l'article L.622-13 du code de commerce.

En cas de réponse négative, la résiliation du marché public est prononcée.

En cas de liquidation judiciaire, l'Acheteur adresse au liquidateur judiciaire une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché public dans les conditions de l'article L.641-11-1 du code de commerce.

En cas de réponse négative, la résiliation du marché public est prononcée.

La résiliation prend effet à la date de l'événement. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## ARTICLE 24 - IMPREVISION ET CIRCONSTANCES IMPREVISIBLES

### Incidence d'une circonstance imprévisible et extérieure aux parties sur la poursuite du contrat

## 24.1 Obligation d'information

En cas de circonstances imprévisibles telles que mentionnées à l'article 26 du CCAG TIC rencontrées en cours d'exécution du marché, le titulaire doit informer l'acheteur dans les plus brefs délais des difficultés qu'il rencontre et qui sont liées à ces circonstances

Le titulaire doit exposer par écrit l'impact des circonstances sur sa capacité à remplir ses obligations et s'engage à fournir les justificatifs démontrant que les difficultés qu'il rencontre sont strictement liées à ces circonstances.

## 24.2 Modalités de poursuite du marché

Afin de tenir compte des difficultés liées à cette circonstance imprévisible, les parties pourront convenir par voie de modification de marchés des modalités d'adaptation d'exécution du marché aux conditions économiques et techniques des matériaux, matières premières et de l'énergie strictement nécessaires pour faire face aux circonstances imprévisibles.

Ces modifications pourront porter, par exemple, sur la substitution de matériaux, la modification de programme, la modification des délais d'exécution ou du phasage mais ne pourront en aucun cas aboutir à un changement de la nature globale du marché

Aux fins de mise en œuvre du réexamen des conditions d'exécution technico-financières du marché, le titulaire : devra, dans les plus brefs délais suivant la survenance de l'événement, transmettre un mémoire à l'acheteur justifiant la hausse des prix et/ou les difficultés d'approvisionnement ainsi que l'impact économique sur sa marge nette bénéficiaire au regard de l'équilibre économique et initial du contrat.

Il est précisé que le réexamen du marché est circonscrit aux conséquences de la circonstance imprévisible et ne pourra être déclenché que si les conséquences de l'événement entraînent une hausse conséquence.

## 24.3 La suspension du marché

Au regard du principe de continuité du service public de l'article L6 2° du Code de la commande publique, et en cas d'impossibilité temporaire d'exécuter le marché du fait de ces circonstances imprévisibles, l'acheteur peut décider de suspendre son exécution

En application de l'article 26.2 du CCAG TIC, Lorsque la suspension est demandée par le titulaire, l'acheteur se prononce sur le bien-fondé de cette demande dans les meilleurs délais.

Dans un délai adapté aux circonstances et qui ne saurait excéder quinze jours à compter de la décision de suspension des prestations, les parties conviennent des modalités de constatation des prestations exécutées et, le cas échéant, du maintien d'une partie des obligations contractuelles restant à la charge du titulaire pendant la suspension.

Dans un délai raisonnable, les parties conviennent également des modalités de reprise de l'exécution et, le cas échéant, des modifications à apporter au marché.

Les conditions d'exécution du marché lors de la reprise et les modalités de paiement seront définies par modification de marché à la fin de la période d'empêchement.

A défaut d'accord entre les parties, le titulaire est tenu, à l'issue de la suspension, de reprendre l'exécution des prestations dans les conditions prévues par le marché et le désaccord est réglé dans les conditions mentionnées à l'article 55 du CCAG TIC.

Dans ce cadre, un marché de substitution pour la même prestation, auprès d'un autre fournisseur pourra être conclu pour la durée de l'impossibilité dans le respect des règles de la commande

publique en vigueur au moment de cet événement. Le marché de substitution ne sera pas exécuté aux frais et risques du titulaire.

Les conditions d'exécution du marché lors de la reprise et les modalités de paiement seront définies par modification de marché à la fin de la période d'empêchement.

#### **24.4 Recevabilité d'une demande d'indemnisation en cas de poursuite du marché**

En cas de poursuite d'exécution du marché, le titulaire du marché pourrait solliciter une indemnisation sur le fondement de la théorie de l'imprévision qui ne sera possible que s'il est démontré que l'événement était imprévisible dans son ampleur et qu'il a provoqué un déficit d'exploitation tel que l'économie générale du contrat en soit bouleversée.

La hausse des coûts ou la baisse de sa rémunération doit dépasser la marge qu'il devait anticiper comme constituant un risque normal ainsi que les limites extrêmes des majorations ayant pu être envisagées par les parties lors de la passation du marché.

Etant entendu que la seule diminution de son profit ou un simple manque à gagner ne saurait faire l'objet d'une indemnisation et que l'indemnité accordée ne peut couvrir qu'une partie du déficit subi par le cocontractant de l'administration. Ce dernier doit en effet prendre à sa charge le coût de l'aléa économique « normal » inhérent à tout contrat. Il est rappelé que l'indemnisation ne doit pas avoir pour effet de faire supporter la totalité de la perte au pouvoir adjudicateur.

Dans le cadre de cette demande d'indemnisation, il appartient au titulaire d'apporter tous les justificatifs nécessaires permettant de caractériser un bouleversement de l'économie générale du marché du fait de la poursuite de l'exécution de son marché dans les conditions de l'offre initiale malgré les modalités d'adaptation éventuellement mises en œuvre en application de l'article précédent.

A ce titre, il devra notamment justifier de la différence entre son prix de revient et sa marge bénéficiaire au moment où il a remis son offre et au moment où l'événement survient, ainsi que de l'importance des charges extracontractuelles supportées du seul fait de l'événement imprévisible, et notamment la preuve que l'achat des matériaux concernés était bien postérieur à la période durant laquelle le prix de ces derniers a augmenté de façon imprévisible.

Le pouvoir adjudicateur analysera le bien-fondé de cette demande sur la base des justificatifs transmis et se réserve la possibilité de refuser cette demande si les éléments apportés ne sont pas suffisants pour justifier une indemnisation au regard de la réglementation en vigueur.

En tout état de cause, aucune augmentation de prix ne peut être imposée unilatéralement par le titulaire : les prix contractuels du marché demeurent en vigueur et le titulaire ne peut refuser d'approvisionner les établissements au motif que les prix n'ont pas été modifiés ou que l'indemnisation n'a pas été acceptée.

#### **24.5 Prolongation du marché**

Si le présent marché arrive à terme pendant la période de survenance de l'événement, il pourra être prolongé par voie de modification de marché, au-delà de la durée prévue au présent CCAP, lorsque l'organisation d'une procédure de mise en concurrence ne pourrait être mise en œuvre dans des conditions raisonnables.

Cette prolongation peut s'étendre au-delà de la durée mentionnée à l'article [L. 2125-1](#) du code de la commande publique, dans la limite de 6 mois (accords cadre à bons de commande).

### **ARTICLE 25 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE**



A ce titre et conformément à l'article 5 du CCAG-TIC, le titulaire est tenu de prendre toutes les mesures nécessaires afin d'éviter que des informations confidentielles ne soient divulguées à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par son personnel et préposés.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché pourra être résilié aux torts exclusifs du titulaire sans aucune possibilité de dédommagement.

Ces obligations devront perdurer postérieurement à la fin de l'exécution du présent contrat.

La confidentialité ne s'appliquera pas aux informations et documents qui sont publics ou le sont devenus avant divulgation.

#### 25.4 Respect du règlement intérieur du CHU de Montpellier

Il est rappelé que toute personne travaillant dans l'enceinte du CHU de Montpellier doit respecter le règlement intérieur dans son intégralité.

Ce dernier est consultable à l'adresse suivante : <https://www.chu-montpellier.fr/fr/a-propos-du-chu/politique-detablissement/reglement-interieur>

### ARTICLE 26 LE RESPECT DES PRINCIPES DE LA REPUBLIQUE (LAÏCITE ET NEUTRALITE)

#### 26.1 Respect des principes par le titulaire

Le présent marché confie à son titulaire l'exécution de tout ou partie d'un service public.

Par conséquent, conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le titulaire doit prendre les mesures nécessaires permettant :

- D'assurer l'égalité des usagers vis-à-vis du service public ;
- De respecter les principes de laïcité et de neutralité dans le cadre de l'exécution de ce service.

Lorsqu'ils participent à l'exécution du service public objet du présent marché, le titulaire veille à ce que ses salariés ou toutes autres personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction :

- S'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses tant en arborant des signes ou tenues manifestant ostensiblement de telles appartenances ou convictions, qu'en se livrant à des comportements révélant ces appartenances ou convictions. Ils s'abstiennent également de faire état d'opinions de nature politique ou religieuse dans le cadre des contacts directs ou indirects avec les usagers ou les tiers, et ne peuvent notamment se livrer à des actes de provocation ou de prosélytisme ;
- Traitent de façon égale toutes les personnes, en particulier les usagers du service et de l'Etablissement ;
- Respectent la liberté de conscience et la dignité de ces personnes.

Au démarrage du marché, Le titulaire communique à l'acheteur les mesures qu'il met en œuvre afin :

- D'informer les personnes susvisées de leurs obligations ;
- De remédier aux éventuels manquements.

#### 26.2 Respect des principes par les sous-traitants

Le titulaire veille également à ce que les personnes auxquelles il confie une partie de l'exécution du service objet du présent marché respectent les obligations susmentionnées.

Il s'assure que les contrats de sous-traitance conclus à ce titre comportent des clauses rappelant ces obligations à la charge de ses sous-traitants.

Le titulaire s'engage à communiquer à l'acheteur à sa demande chacun des contrats de sous-traitance ayant pour effet de faire participer le sous-traitant à l'exécution du service public.

### **26.3 Modalités de signalement des manquements aux principes d'égalité, de laïcité et de neutralité et mise en place de mesures palliatives**

Le titulaire informe sans délai l'acheteur des manquements dont il a connaissance, ainsi que des mesures qu'il a prises ou entend mettre en œuvre afin d'y remédier.

Lorsqu'elles ont méconnu les principes d'égalité, de laïcité ou de neutralité, l'acheteur peut exiger que les personnes affectées à l'exécution du service public soient mises à l'écart de tout contact avec les usagers du service. Le titulaire veille à ce que cette prérogative lui soit reconnue par les clauses des contrats de sous-traitance.

### **26.4 Suivi des mesures préventives**

Les mesures préventives et correctives destinées à assurer l'application des principes de laïcité et de neutralité font l'objet d'un suivi par le titulaire en lien avec les services de l'acheteur en charge de l'exécution du contrat. Ce suivi prend notamment la forme :

- de comptes rendus annuels du titulaire listant les actions préventives et correctives visant à remédier à un manquement aux principes de laïcité et de neutralité qui ont été mises en place dans l'année (indicateurs ayant de mesurer le degré de prise en compte des problématiques liées à la laïcité dans l'exécution du service public : actions préventives menées, nombre de manquements signalés dans l'année, actions correctives à court terme, à long terme, bilan de ces actions, etc.) ;
- de rapports établis par le titulaire et transmis à l'acheteur à chaque manquement au principe. Ces derniers devront mettre en avant le manquement et la mesure corrective mise en place
- Le cas échéant, de réunions organisées entre l'acheteur et le titulaire, qui peuvent avoir pour objet de définir de mesures préventives ou correctives et/ou les modalités de suivi de ces mesures ;
- d'inspections ponctuelles sur pièces et sur place à l'initiative de l'acheteur.

Le suivi de l'exécution des clauses relatives au respect des principes de laïcité et de neutralité est assuré par l'acheteur qui est destinataire de ces documents.

Le titulaire lui adresse également toute question relative à l'application de ces principes

## **ARTICLE 27- LITIGES ET DIFFERENDS**

### **27. 1 Différends**

L'acheteur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché. Conformément à l'article 55 du CCAG TIC.

## 27.2 Attribution de compétence

Les litiges portant sur des actions civiles relatives à la propriété littéraire et artistique relevant de l'article L. 331-1 du code de la propriété intellectuelle sont portés devant la juridiction judiciaire compétente.

### ARTICLE 28 – DEMATERIALISATION DE L'EXECUTION DES MARCHES

Le profil d'acheteur pourra être utilisé, pour tous les échanges qui interviendront pendant l'exécution ou pour la transmission de documents, comme par exemple les modifications.

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG TIC, lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur (plateforme Place), les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

### ARTICLE 29 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont les suivantes :

- Dérogation à l'article 2 du CCAG par l'article 3.4 du CCAP.
- Dérogation à l'article 3.2.6 du CCAG par l'article 1.4 du CCAP.
- Dérogation à l'article 4 du CCAG par l'article 2 du CCAP.
- Dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG par l'article 2 du CCAP.
- Dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG par l'article 21.1 du CCAP.
- Dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG par l'article 21.1 du CCAP.
- Dérogation à l'article 50 du CCAG par l'article 1.5.1 du CCAP.
- Dérogation à l'article 51 du CCAG par l'article 22-1 du CCAP.
- Dérogation à l'article 52-5 du CCAG par l'article 22-1 du CCAP.